



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LES « ORDONNANCES » ET LES RECULS SOCIAUX DE MACRON CONSTRUISONS L'INDISPENSABLE RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 21 SEPTEMBRE 2017

Avec plusieurs centaines de milliers de personnes dans les manifestations, la mobilisation du 12 septembre a été un succès.

Mais depuis les 4 mois de mobilisation contre la loi El Khomri, en 2016, tout le monde savait qu'il faudrait bien plus qu'une journée de grève et de manifestations pour briser l'attaque frontale engagée par Macron et le gouvernement Philippe contre les salariés, les privés d'emploi, les étudiants, les fonctionnaires et l'ensemble des classes populaires.

Voilà pourquoi ce jeudi 21 septembre, il faudra être encore plus nombreux à faire grève, à participer aux manifestations. Et préparer la suite en mettant à l'ordre du jour un plan de mobilisation qui se donne pour objectif de gagner l'épreuve de force qui s'engage.

DES ATTAQUES SANS PRÉCÉDENT

Si le gouvernement voulait donner un maximum de raisons pour descendre dans la rue, il ne s'y prendrait pas autrement.

Il y a d'abord les « ordonnances » contre le Code du travail pour casser le CDI au moyen du « CDI de chantier » que les patrons pourraient interrompre quand ils veulent, en étant dispensés du paiement de la prime de précarité. Des « ordonnances » qui permettraient aux entreprises d'imposer des baisses de salaire et de réduire les jours de congé; de faciliter les licenciements abusifs; et de réduire les moyens d'intervention des représentants du personnel.

Mais au même moment, il y a également la suppression de 150 000 emplois aidés. Il y a les attaques contre ceux qui vivent avec les revenus les plus modestes, avec la réduction des APL. Il y a l'augmentation de la CSG, qui va peser sur tous les salaires et les retraites. Il y a le gel du salaire des fonctionnaires et le retour du jour de « carence » dans la fonction publique. Il y a encore l'annonce de la remise en cause du statut des cheminots.

Et comme si cela ne suffisait pas, le premier ministre a confirmé qu'après le Code du travail, ce

seront l'assurance chômage et les retraites qui seront attaquées dès 2018.

Une réforme de l'assurance chômage qui obligerait les chômeurs à accepter n'importe quel emploi précaire et mal payé. Et une nouvelle réforme des retraites qui ne garantirait plus le niveau des pensions d'une année sur l'autre, aboutissant à une baisse considérable des retraites.

POUR GAGNER, IL FAUDRA S'Y METTRE TOUS ENSEMBLE

Au-delà des mesures qui nous touchent parfois différemment d'un secteur à l'autre, toutes et tous, nous nous heurtons à la même politique, au même gouvernement et à son donneur d'ordre : le patronat.

C'est seulement tous ensemble que nous pourrions réunir les conditions pour construire un rapport de force qui soit à la hauteur nécessaire pour gagner.

Et pourtant, après le 21 septembre, c'est séparément que plusieurs secteurs sont déjà appelés à se mobiliser: les routiers le 25 septembre, les retraités le 28, les agents du public le 10 octobre, les travailleurs de la métallurgie le 13. Et la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon qui appelle, en solo, à manifester le 23 septembre.

Contre cette stratégie de l'échec qui consiste à éparpiller nos luttes et nos manifestations, il faut au contraire rassembler nos forces, nous mobiliser tous ensemble pour aller vers un mouvement de grève reconductible qui bloque le fonctionnement de l'économie et le pays.

C'est le seul moyen que nous avons pour nous en prendre résolument au tiroir caisse des capitalistes, à leurs profits et obliger le gouvernement à reculer.

En faisant ravalier à Macron sa hargne et son mépris de classe à l'encontre de ceux et celles qui s'opposent à sa politique, qu'il n'hésite même plus à traiter de « fainéants ».



ASSEZ D'ENFUMAGE !

L'AUGMENTATION DE LA CSG, C'EST LA SAPE DE LA SECU !

Les annonces de Macron sur « le gain de pouvoir d'achat » sont une arnaque. Le gouvernement aurait pu, tout simplement, augmenter le SMIC ! Il entend en réalité diminuer nos salaires : les cotisations sociales - dont la maladie et le chômage - sont une part du salaire qui est « socialisée ». Au 1^{er} janvier, il n'y aurait plus de «cotisation maladie » salariale et rien n'empêcherait le gouvernement de réduire, voire de supprimer les cotisations patronales, au nom de la «diminution des charges ».

L'objectif du patronat est la suppression totale des cotisations sociales par la fiscalisation de la SECU. L'instrument actuel de cette fiscalisation est la CSG (augmentée à nouveau de 1,7 %).

Les prestations d'assistance, dites de « solidarité nationale » : FSV (Fond de Solidarité Vieillesse), CMU, RSA, etc., financées par l'impôt se sont développées, tandis que les remboursements diminuaient et les pensions stagnaient.

Fiscaliser avec l'augmentation de la CSG, c'est saper les fondements de la SECU. Cela aurait pour conséquence une couverture minimale pour les plus pauvres, et le recours aux assurances privées pour ceux qui auront les moyens de payer.

RABOTAGE DES APL : CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT

Fin août, annonçant une baisse de 5 euros de l'APL pour les 3 derniers mois de l'année, le premier ministre déclarait : « *Évidemment, que c'est pas intelligent* ». Mais selon lui, il ne faisait qu'appliquer une mesure décidée par le gouvernement précédent. Moins d'un mois plus tard, c'est pourtant le même qui s'apprête cette fois à baisser les APL de 50 euros par mois dans le logement social, soit dix fois plus. Pour faire avaler cette pilule, il annonce simultanément que les loyers baisseront d'autant pour les locataires de HLM.

Sauf qu'il ne dit pas que cette diminution des moyens pour les sociétés HLM aura pour conséquence inévitable une dégradation considérable des services qu'elles peuvent rendre, qui se répercutera inmanquablement sur les conditions de vie des classes populaires qui y vivent.

IMMUNITÉ PATRONALE

Une des ordonnances Macron permettrait de réaliser un vieux rêve patronal: licencier... sans motif. En effet, « oublier » d'écrire le motif du licenciement dans le courrier envoyé au salarié ne sera plus une cause de nullité: le patron pourra donner le motif après coup, devant le juge. Après l'immunité parlementaire, voilà que Macron invente l'immunité patronale.

Et si le motif du licenciement est foireux, l'ordonnance prévoit de plafonner les indemnités auxquelles l'employeur pourrait alors être condamné.

Une telle loi dictée par le MEDEF, ça ne mérite qu'une chose: retrouver, dans les poubelles de l'Histoire, le CPE de 2006 ou la réforme Juppé de 1995 ! À nous de l'y mettre.

CHEZ HYUNDAÏ, 6000 INTÉRIMAIRES INTÉGRÉS AUX EFFECTIFS !

Il n'y a pas qu'en France que les constructeurs automobiles recourent massivement à l'intérim. En Corée, c'est aussi une pratique courante, en particulier dans les usines de la marque la plus importante du pays : Hyundai.

Des milliers de travailleurs en sous-traitance y sont employés sur les chaînes de production aux côtés de salariés réguliers. Ils travaillent pour un salaire de moitié inférieur, sans prestations sociales et sans sécurité d'emploi.

Là-bas, les salariés et leur syndicat ont mené dix ans de luttes, de grèves pour enfin obtenir que 6 000 intérimaires soient intégrés aux effectifs de Hyundai, avec les mêmes contrats de travail et les mêmes salaires.

Oui, précarité, intérim et sous-traitance sont utilisés pour nous diviser et nous affaiblir. La lutte d'Hyundai est un exemple dont on devrait s'inspirer en France, chez Renault, PSA et Toyota !

Réunion publique

Jeudi 5 octobre

à 20h

Salle Europa

MJC St Sever

(M° St Sever - Place des Faïenciers)



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

1917-2017 la révolution est toujours d'actualité !

Un siècle après la révolution russe, **quelle stratégie pour gagner aujourd'hui face à Macron et à son monde capitaliste ?**

Grève générale, auto-organisation, renversement de l'ordre capitaliste, prise du pouvoir par les travailleurs... Autant de questions au cœur de nos mobilisations sociales d'aujourd'hui.

**Venez en discuter
avec les militant-e-s du NPA**

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique